

**ALERTE**

38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion  
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS  
30 collectifs locaux répartis dans 14 régions.

## Communiqué de presse

Paris, le 13 janvier 2014

### ***Plan pluriannuel interministériel de lutte contre la pauvreté*** **Un an après, le plan est globalement sur les rails** **mais il faut améliorer la gouvernance territoriale** **et être plus ambitieux !**

*Dans le cadre de la remise du rapport de François Chérèque au Premier ministre Jean-Marc Ayrault, prévue le 23 janvier prochain, les 38 associations et fédérations nationales de lutte contre la pauvreté regroupées au sein du Collectif ALERTE dressent un bilan de la première année de mise en œuvre du plan pluriannuel interministériel dont elles avaient été à l'initiative.*

La pauvreté en France atteint plus de 14 % de la population, soit son plus haut niveau depuis 1997. En outre, les pauvres sont de plus en plus pauvres. Le plan quinquennal interministériel que le Gouvernement a mis en place en janvier 2013 sur la proposition d'ALERTE permet-il de répondre à la situation ?

Les principes énoncés dans le plan sont globalement respectés : objectivité, non stigmatisation, participation, juste droit et décloisonnement des politiques sociales.

Certaines des mesures prévues ont été mises en place : amélioration, bien que faible, des ressources des plus modestes, avancées dans l'accès aux soins, COG<sup>1</sup> familles qui va dans le bon sens, bases posées en matière de réussite éducative, progrès dans la lutte contre le surendettement, projet MONALISA...<sup>2</sup>

Mais, outre le maintien à haut niveau du chômage et l'augmentation de sa durée moyenne, des insuffisances se font jour : les Roms restent gravement stigmatisés et la circulaire du 26 août 2012<sup>3</sup> largement inappliquée ; la fusion du RSA activité et de la prime pour l'emploi a été malheureusement remise, la « garantie jeunes » est sous-dimensionnée par rapport aux besoins, la « refondation » du travail social prend du retard ; le projet de loi sur l'immigration, sujet sensible, a été repoussé à 2014 ; en matière d'hébergement et de logement, le compte n'y est pas, il s'en faut de beaucoup...

Enfin, une fracture croissante se fait sentir entre le niveau national et le niveau local : tout se passe comme si le premier n'arrivait plus à entraîner le second, notamment du fait d'un défaut d'animation et de programmation à un échelon déconcentré des mesures et des financements. Il manque un animateur du plan en région. Dès lors, ALERTE propose que soit nommé un délégué interministériel en mission dans chaque région, pour faire vivre le plan.

Si donc le plan a bien commencé à être mis en œuvre, beaucoup reste à améliorer dans son application.

Compte tenu de l'intensité de la pauvreté qui s'aggrave, ALERTE demande au Gouvernement d'être plus ambitieux pour 2014-2017. Le Collectif rappelle à ce sujet les propositions qu'il avait faites lors des élections présidentielles qui n'ont pas encore été retenues (revalorisation du RSA socle de 25 % en cinq ans, création d'un droit à l'accompagnement, articulation entre accompagnement social et accompagnement professionnel, politique plus préventive et de long terme...).

### Contacts presse

Bruno Grouès – 01 53 36 35 09 / 47 – [bgroues@uniopss.asso.fr](mailto:bgroues@uniopss.asso.fr)

Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 / 07 – [ymercadal@uniopss.asso.fr](mailto:ymercadal@uniopss.asso.fr)

<sup>1</sup> Convention d'objectifs et de gestion Etat- CNAF 2013-2017

<sup>2</sup> Mobilisation Nationale contre l'Isolement Social des Agés

<sup>3</sup> Relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites

## Liste des associations membres du collectif ALERTE national

Amicale du Nid  
Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP)  
Association des Paralysés de France (APF)  
Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA)  
Association Service Social Familial Migrants (ASSFAM)  
Cimade  
Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs et précaires (CCSC)  
Comité national de Liaison des Associations du Réseau d'Accompagnement des Migrants (CLARA)  
Coorace  
Croix Rouge française  
Droits d'Urgence  
Emmaüs France  
Familles Rurales Fédération Nationale  
Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL)  
Fédération des Pact  
Fédération Entraide Protestante  
Fédération Française des Banques Alimentaires  
Fédération Habitat et Humanisme  
Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS)  
Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage)  
Fédération Vacances et Familles  
Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés  
Fondation Armée du Salut  
Fonds Social Juif Unifié (FSJU)  
France Terre d'Asile  
Les petits frères des Pauvres  
Ligue des droits de l'Homme  
Médecins du Monde  
Mouvement ATD Quart Monde  
Secours Catholique  
Société de Saint-Vincent-de-Paul  
Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC)  
Union nationale ADMR  
Union nationale des associations familiales (UNAF)  
Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM)  
Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ)  
Union professionnelle du logement accompagné (UNAF0)  
Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS)

### **Coordination et animation du collectif Alerte national**

Uniopss - 15 Rue Albert – CS 21306 – 75214 Paris cedex 13  
Bruno Grouès : 01 53 36 35 09 / 47 – [bgroues@uniopss.asso.fr](mailto:bgroues@uniopss.asso.fr)

[www.uniopss.asso.fr](http://www.uniopss.asso.fr)